

Étude de redevabilité dans les sites de déplacés de la ZMPAP; comprendre les perceptions et les préférences des PDI et des acteurs impliqués pour informer une réponse améliorée et plus inclusive

Étude de cas CCCM; 1er site enquêté
Port-au-Prince, Novembre 2024

MESSAGES CLÉS

- Les conditions précaires dans les sites, caractérisées par **un manque d'infrastructures adaptées en matière d'hygiène et d'abris**, aggravent les risques pour la santé et le bien-être des PDI. Ces déficits affectent gravement leur niveau de vie, renforçant l'urgence de solutions ciblées pour améliorer les conditions de vie.
- **Les risques de protection**, exacerbés par l'insécurité physique liée à la proximité des affrontements armés et aux tensions internes dans les sites, mettent en lumière la vulnérabilité accrue des PDI. De plus, **le manque de confiance dans l'efficacité des mécanismes de gestion des conflits et de plaintes** empêche ces populations de bénéficier d'un soutien adapté.
- **Les défis systémiques dans la coordination et la gestion de sites compromettent l'efficacité et la transparence des distributions d'assistance**, alimentant des perceptions d'injustice et des frustrations parmi les PDI. Malgré cela, **une forte volonté d'autonomie durable a été exprimée**, avec une préférence marquée pour une aide financière qui permettrait d'investir dans des solutions à long terme. Une relocalisation assistée, adaptée aux besoins spécifiques des PDI, reste essentielle pour leur permettre de reconstruire leur vie.

MÉTHODOLOGIE :

L'étude a reposé sur une approche qualitative, s'appuyant sur des entretiens individuels menés auprès de PDI identifiées comme vulnérables vivant sur les sites, ainsi qu'avec des Informateurs Clés (IC), notamment des acteurs impliqués dans la réponse humanitaire. Ces acteurs participent à la fois à la distribution d'assistance humanitaire et la gestion des sites. L'étude s'est déroulée sur 2 sites choisis à profils différents, cette fiche d'information couvrant uniquement le premier site étudié. Cette étude doit être considérée comme indicative en raison de sa nature qualitative ainsi qu'au regard des difficultés et complications spécifiques liées à ce site. Malgré ces défis particuliers, elle permet de mettre en lumière les faiblesses et lacunes de la coordination humanitaire, offrant ainsi des pistes d'amélioration. La collecte de données pour ce premier site s'est déroulée entre le 30 octobre et le 15 novembre 2024.

Le premier site enquêté est un grand site situé dans une école et géré par un acteur humanitaire, ce qui facilite une meilleure coordination de la réponse. Toutefois, la fermeture du site avait été prévue par l'État, ce qui a empêché la « redynamisation » des structures de gestion du site, malgré des problèmes signalés par le passé. À ce jour, le site n'a toujours pas été fermé ni relocalisé.

CONTEXTE

L'année 2024 a été marquée par des violences particulièrement prononcées au niveau de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) menant à une forte augmentation dans le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) dans le pays. La Matrice de suivi des déplacements (DTM), a évalué en septembre 2024 la présence de 702,973 PDI en Haïti, avec 25% restant à l'intérieur la ZMPAP.¹ Parmi ceux-là, 63% habitaient en sites,² vivant dans des conditions alarmantes, avec peu d'espace de vie approprié, des problèmes sanitaires, des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, et subissant des risques accrus de protection et de violences basées sur le genre.³

APERÇU DE L'ÉTUDE

Cette étude vise à informer la communauté humanitaire et plus spécifiquement le Cluster CCCM et le Cash Working Group (CWG) sur les perceptions et préférences des PDI et des acteurs impliqués en ce qui concerne la réponse humanitaire dans les sites, y compris l'assistance monétaire. L'objectif est donc de favoriser une réponse améliorée et plus inclusive en vue de l'augmentation rapide des sites dans la ZMPAP. Plus spécifiquement, cette étude a visé comprendre les capacités existantes à gérer et à s'adapter à la crise de déplacement, les préférences en matière d'assistance humanitaire ainsi que les perceptions sur les mécanismes de gestion de site.

«Toutes nos affaires sont perdues, nos business n'existent plus, nous n'avons aucune activité, nous sommes livrés à nous-même, deux bras ballants, surtout que certains d'entre nous n'ont personne à appeler pour les aider. Comme moi, je n'ai personne, ainsi que mes enfants - mon mari est mort dans la « catastrophe », je vis seule avec mes six enfants. Quand je parle de catastrophe, je fais référence au fait que les bandits nous ont mis dehors de nos maisons, ils nous ont dépouillés, ils ont brûlé nos maisons, nous avons perdu des gens chers à nous. Moi, j'ai perdu le père de mes enfants, et mon frère et mon oncle ont été atteints de projectiles. Moi, pour me sauver j'ai dû courir avec mes deux bras sur la tête, accompagnée de mes enfants, car ce qui était primordial pour nous était de sauver de nos vies. Donc, oui, nous sommes énormément victimes, nous sommes victimes de viol aussi.»

PDI Femme cheffe de ménage

CONDITIONS DE VIE DANS LES SITES

Conditions insalubres et difficiles rapportés dans les sites par les PDI

La situation dans les sites de déplacés a été rapporté par tous les PDI enquêtés comme extrêmement difficiles ; en effet, quand demandés d'expliquer leurs besoins prioritaires, la plupart ont rapporté de vouloir quitter le site, démontrant le niveau d'insatisfaction avec la vie à l'intérieur.

Bien que beaucoup de problèmes différents aient été rapporté par les PDI, les conditions intolérables dans les sites les plus fréquemment mentionnés ont fait surtout référence aux conditions **d'abris** et **d'hygiène**. Les besoins d'hygiène, souvent évoqués et notamment par toutes les femmes cheffes de ménage, ont été rapportés en raison de manque de douches et d'installations sanitaires fonctionnelles et propres. Cette situation aggrave le manque d'intimité, obligeant les PDI à gérer leurs besoins sanitaires en public, ce qui génère un sentiment de gêne. Les mauvaises conditions d'abris ont aussi été fréquemment mentionné, notamment en lien avec l'inondation des espaces pendant les pluies comme pouvant nuire au sommeil, un problème souvent rapporté par les personnes âgées en particulier. Par ailleurs, les infestations d'insectes ont aussi été signalés comme un problème majeur.

«L'espace est fissurée, donc quand la pluie tombe, les gens sont mouillés. L'eau nous envahit ; même dans les salles. Les gens ne sont pas bien logés, ils ne dorment pas correctement parce qu'il y a plein de punaises qui les mordent et les empêchent de dormir. Ensuite après la pluie, les gens doivent prendre des toiles pour sécher l'eau du sol avant de dormir à même le sol.»

PDI Personne âgée

«Les gens ont un problème de service d'hygiène parce que les toilettes sont dysfonctionnelles. Une seule fonctionne pour la section des femmes, de même pour la section des hommes. Il n'y a pas de douche pour se baigner. Les gens se baignent au dehors dans la rue. Certains derrière des voitures sur le trottoir. Il n'y pas d'espace vraiment pour se baigner, pour faire ses besoins. (...) Ces besoins sont prioritaires parce que c'est anormal d'aller faire ces besoins derrière une voiture, autrement, on sera contaminé par des microbes.»

PDI Femme cheffe de ménage

L'importance de trouver des moyens pour payer l'**éducation** a été avancé par plusieurs PDI parents et notamment tous les PDI en situation d'handicap, afin d'assurer que leurs enfants puissent avoir une meilleure vie qu'eux. Malgré cette volonté, ces PDI n'avaient généralement pas les moyens de payer les frais d'écologie. La difficulté de bien élever les enfants dans l'environnement du site a aussi été exprimé, en partie dû à l'existence de mauvaises influences sur le site.

Risques de protection provenant de l'extérieur et de l'intérieur du site

Plusieurs répondants et surtout les PDI femmes ont également mentionné des préoccupations liées à la sécurité dans les sites. L'environnement a souvent été décrit comme ayant des **risques de balles perdues**, créant un climat de peur ; quelques PDI ont racontés des histoires de personnes ayant été touchés ou presque touchés par des balles. Plusieurs PDI ont également fait référence à la présence d'individus violents et aux **incidents de violence** à l'intérieur du site ; en effet, les hautes tensions et le manque de mécanismes de justice, expliqué par les IC, signifie donc que certaines personnes font souvent recours à la violence pour résoudre des conflits, contribuant à un sentiment d'insécurité généralisé. La violence pendant les distributions a aussi souvent été rapporté et sera discuté plus en profondeur dans la partie "obstacles à l'aide humanitaire".

«Parce que dans le site les gens se disputent pour n'importe quoi, et quelquefois ils se tirent au couteau et malheureusement, il n'y a pas de justice. On est obligé de se procurer sa propre justice par la revanche et si jamais nous ne nous sentons pas capables de riposter, on est obligés d'accepter sa peine et de laisser tomber»

PDI Femme cheffe de ménage

De plus, plusieurs risques liés à la **Violence Basée sur le Genre (VBG)** ont été rapportés. Certains PDI et IC ont fait référence **aux risques d'exploitation sexuelle en échange d'assistance** par des personnes ayant de l'autorité dans les sites, ainsi qu'à la prostitution. Il a également été signalé pendant les entretiens avec les IC que les **risques de VBG liés au conflit conjugal** ont augmenté, soulignant que la hausse de stress dans les sites pourrait exacerber les tensions familiales et conjugales ainsi que la nécessité de trouver de solutions de protection. Il a aussi été signalé par les IC que le harcèlement sexuel est commun sur les sites mais n'est pas rapporté par peur de représailles.

AIDE HUMANITAIRE DANS LES SITES

Problèmes liés à l'assistance reçue

Tous les PDI ont rapporté la réception d'assistance, le plus souvent venant d'ONG internationales, bien que la modalité financière ait été moins rapportée que la modalité en nature. Du côté des IC, les activités d'assistance en nature ont été confirmées à inclure des services WASH, de la nourriture, et des services de cliniques mobiles; les activités d'assistance monétaire se font aussi en plusieurs formes, ainsi que certaines activités de sensibilisation.

Plusieurs répondants, PDI et IC, ont jugé que l'assistance en nature n'est pas toujours adaptée aux besoins, des exemples étant que la nourriture n'était toujours pas adaptée pour certains, ou les difficultés de stocker la nourriture et l'eau distribuées sur le site pour les jours suivants.

Les PDI ont souvent souligné que l'assistance était insuffisante face à l'ampleur des besoins. Cependant, les IC ont rapporté que l'insuffisance générale de l'aide les obligeait à prioriser un nombre restreint de bénéficiaires, ce qui peut engendrer des frustrations parmi les PDI concernant les processus de sélection.

Aide financière

Aide financière perçue comme un moyen de satisfaire les besoins d'une façon plus durable et autonome

La plupart des PDI et notamment toutes les PDI femme ont rapporté la préférence pour l'aide financière afin de **créer un moyen de subsistance**, pour créer un commerce et avoir leur propre source de revenus, démontrant **une certaine volonté de ne plus être dépendants sur l'assistance humanitaire**. Une moitié a aussi exprimé le besoin d'assistance monétaire pour payer pour un logement hors site, et d'autres fins incluraient l'éducation des enfants et la nourriture.

Les PDI ont mentionné que l'assistance monétaire amène une réponse plus **durable** que l'assistance en nature et pourrait **éviter les désordres liés aux distributions** en présentiel si l'argent est envoyé par téléphone. Une préférence en particulier pour **"moncash"**, un système d'envoi d'argent sur les téléphones déjà largement utilisé de façon généralement efficace pour les transferts monétaires, a été exprimé, tandis que d'autres ont noté le besoin de mieux identifier les bénéficiaires ou d'enlever la barrière qui oblige un compte bancaire. Bien que la réception de l'assistance monétaire ait été généralement efficace, les IC ont mentionné des problèmes techniques qui ont réduit l'efficacité des distributions, par exemple, des PDI recevant des messages mentionnant un autre nom, ou des PDI qui ont reçu des coupons déjà vides.

«Mais si c'est la nourriture que nous avons, nous pourrions la finir au bout de quelques jours. Nous la mangeons aujourd'hui et le jour d'après et après avoir fini de manger, nous nous rendrions tout simplement à la selle. Genre tu ne vis que pour manger et aller à la selle. Mais si nous avons l'argent, nous pouvons au moins créer quelque chose de rentable, et à partir de là, nous pourrions nous soutenir seuls. Il faut aussi que nous nous débrouillions, nous ne pouvons pas rester à vivre éternellement dans l'assistanat.»

PDI Femme cheffe de ménage

Cependant, certains PDI ont indiqué que l'insuffisance de l'aide les contraignait à ne couvrir que leurs besoins les plus immédiats, sans forcément l'utiliser pour des besoins à long terme ou pour l'usage initialement prévu. Bien qu'ils souhaiteraient idéalement consacrer l'argent à des objectifs durables, les PDI ont mentionné avoir utilisé l'assistance monétaire reçue par le passé pour des dépenses liées à la santé, aux articles non alimentaire (NFI) et au remboursement de dettes.

«J'ai reçu une aide financière [d'une ONG internationale]. Mais, je n'ai pas eu le temps de l'utiliser car, le père de mes enfants était malade. J'ai dépensé l'argent en soins médicaux.»

PDI Personne âgée

La préférence pour l'assistance monétaire est souvent exprimée comme offrant **une certaine liberté de choix**. Cependant, les IC ont souligné que certaines PDI **manquent de compétences en gestion de l'argent** et ne savent pas toujours comment prioriser l'utilisation. Les PDI ont également indiqué que **l'assistance en nature leur permet d'accéder à des biens non alimentaires qu'ils n'achèteraient pas forcément autrement**, comme les kits d'hygiène.

Autres facteurs d'adaptation dans les sites

À part l'assistance humanitaire, le **soutien mutuel à l'intérieur du site**, surtout entre PDI, a été souvent cité comme un facteur qui a amélioré leur situation. Quelques PDI ont aussi mentionné que l'aide envoyée de leurs familles, l'aide sociale ainsi que le petit commerce leur a permis de se soutenir temporairement. La possibilité de faire des achats à crédit démontre à la fois un système d'entraide existant mais aussi un niveau de vulnérabilité élevé, considérant la détresse venant du manque de moyens de les repayer.

L'habitude de partager entre PDI a parfois été citée comme un mécanisme de résilience et d'entraide mais aussi comme un fardeau de toujours avoir la pression de diviser l'assistance entre plusieurs personnes.

En effet, plusieurs ont exprimé le **manque de stratégie d'adaptation**. Une moitié des PDI ont parlé de la perte de leurs abris ou de leurs moyens de subsistance comme étant négatif à leur pouvoir de se soutenir et de rebondir. D'autres ont noté qu'ils ont reçu peu de support des personnes autour d'eux, tels que d'autres PDI, la communauté hôte ou leur famille.

Obstacles à l'aide humanitaire

Violences lors des distributions et perceptions des gens hors sites qui en bénéficient

La **violence lors des distributions** constitue l'obstacle principal rapporté par presque tous les PDI, principalement en raison de l'insuffisance de l'aide disponible pour répondre à tous les besoins. Il y a également une perspective commune que **les personnes vivant hors sites bénéficient de l'assistance et prennent la place des PDI pendant les distributions**. Bien que quelques-uns reconnaissent que ces personnes sont aussi dans le besoin, une perception d'injustice persiste, comme quoi elles accaparent l'aide qui est due aux PDI.

« Les problèmes que nous avons sur ce site, c'est quand on vient avec une assistance à distribuer, nous qui sommes logés sur le site nous ne recevons rien, ce sont des gens de l'extérieur qui en bénéficient. »

PDI Femme cheffe de ménage

Quelques PDI sont aussi de la perspective que ce sont ces personnes extérieures qui sont les instigatrices de la violence, démontrant des hautes tensions entre PDI et communauté hôte. Certains IC ont également exprimé la perception que la dynamique engendrée par la présence de personnes extérieures pourrait représenter un défi pour la sécurité. En conséquence, une partie des PDI a suggéré de réguler l'accès au site pendant les distributions, notamment en limitant l'entrée exclusivement aux résidents du site. De leur côté, les IC ont suggéré l'assistance en coupons pour éviter les tensions pendant les distributions, mais ont aussi souligné **la nécessité de trouver des solutions pour gérer la présence et les besoins des populations extérieures**.

Quelques PDI ont exprimé des préoccupations concernant le comportement d'acteurs sécuritaires externes, parfois étatiques, chargés par les acteurs communautaires de gestion du site de gérer la sécurité lors des distributions, estimant qu'ils auraient parfois accentué le chaos et la violence à travers la force excessive. De leur côté, les IC ont souligné l'absence d'acteurs protégeant les sites comme un facteur aggravant, bien que le problème de ceux qui abusent de leur autorité a aussi été mentionné. Par ailleurs, une minorité des PDI ont eu l'impression que l'insécurité provenant des groupes armés non-étatiques dans les alentours du site empêche même les distributions ou met de la pression aux bénéficiaires de partager leurs parts avec eux. Les préoccupations liées à la violence ont été rapportées d'avoir créé **un sentiment de manque de redevabilité** et d'avoir **découragé certains dans la participation aux distributions**. L'amélioration de la sécurité a été une des suggestions la plus rapportée de la part des IC pour une meilleure coordination, mais ils semblaient divisés sur comment le faire. Tandis qu'un IC a appelé pour plus de présence d'acteurs sécuritaires, un autre a demandé de mieux régler les conflits existants avec ceux déjà présents.

Perceptions de fraude et de détournement d'aide

Tandis que le comportement des acteurs humanitaires amenant de l'aide aux sites a été applaudi par quelques PDI, les perceptions de **fraude**, de **favoritisme**, de **maldistribution** envers les acteurs non ayant droit lors des distributions ont été rapporté par certains comme étant un obstacle à l'accès à l'assistance, surtout quand contrôlé par certains acteurs communautaires de gestion et de coordination du site. Les IC ont confirmé que ces perceptions communes peuvent accentuer les tensions sur les sites.

Entre les suggestions les plus mentionnées par les PDI pour adresser ce problème s'agit de **la désignation d'un acteur responsable et fiable pour la distribution**. Une moitié ont affirmé que les acteurs humanitaires devraient faire la distribution eux-mêmes. Plusieurs ont découragé l'implication de ces acteurs communautaires dans les distributions, tandis que d'autres ont affirmé la nécessité de **mieux impliquer les structures hiérarchiques internes existantes au site**, comme les présidents de salle.

« D'après mon expérience, le plus grand défi a toujours été l'insuffisance de ce qui vient, quand je dis l'insuffisance, parfois un site peut avoir 200 à 300 familles mais quand vous arrivez avec 300 trucs exactes sur le site vous pouvez voir des combats, pourquoi? D'autres personnes du coin sont également venues faire pression pour en trouver, et c'est vrai qu'on sait que ces personnes sont aussi en difficulté et sans eux la sécurité du site n'est pas garantie, car s'ils n'acceptent pas le site dans le coin je vous garantis qu'il n'y aurait pas de site, ce sont eux qui font exister le site. »

IC Acteur impliqué

Mauvaise communication sur l'aide et la sélection menant à des perceptions d'injustice

Le **manque d'informations sur les distributions et les critères de sélection** a été signalé par une partie importante des PDI comme un obstacle majeur. Certains ont rapporté qu'ils ignoraient les dates des distributions, tandis que les critères de sélection étaient perçus comme pas clairs. Quelques PDI ont rapporté s'être inscrits à des listes sans rien recevoir après; les IC ont confirmé des cas de mauvaise communication, où l'assistance ciblait un nombre limité de personnes ou seulement une catégorie spécifique de PDI, provoquant des frustrations parmi ceux qui s'attendaient à une aide mais n'ont rien reçu. Les critiques des IC soulignaient donc que **la mauvaise communication sur l'assistance peut engendrer des tensions et des perceptions d'injustice**.

Les PDI ont exprimé **la nécessité d'améliorer la communication entre les acteurs de la réponse et les populations affectées**. De plus, certains ont indiqué que les critères de sélection pour l'assistance semblaient trop restrictifs ou peu clairs. Une minorité a identifié des groupes vulnérables nécessitant une meilleure inclusion, comme les personnes vivant dans des structures de cohabitation inhabituelles. Un exemple cité concernait des groupes d'enfants sans parents vivant ensemble, qui ne pouvaient pas s'inscrire aux distributions.

Les IC ont également relevé que les familles monoparentales et les personnes rencontrant des obstacles dans les procédures de distribution – comme l'absence de pièces d'identité – restaient désavantagées.

GESTION DE SITE

Les IC ont mentionné que les activités de gestion de site incluent principalement la remontée de l'information, la prévention de conflit et la surveillance, bien qu'il ait été dit qu'il y a un manque de ressources humaines pour ces activités.

La plupart des IC sont de la position qu'il y ait une bonne coordination entre acteurs, notamment parce qu'ils partagent un objectif en commun et qu'ils harmonisent les activités. **Néanmoins, plusieurs faiblesses dans la coordination ont été soulevées, notamment un manque de communication ou de suivi**, menant à des lacunes dans les réponses, et qu'il peut y avoir des tensions entre acteurs différents. Une meilleure coordination entre acteurs a été suggéré comme un point d'amélioration.

Manque de transparence dans la gestion des distributions entraînant des tensions élevées entre acteurs et PDI

De manière générale, la perception sur les acteurs communautaires de gestion et de coordination du site, mandatés par les organisations humanitaires, reste divisée et marquée par de nombreuses préoccupations. Tandis qu'une partie des PDI ont exprimé une opinion positive, d'autres remettent en question les capacités existantes à répondre aux besoins de manière équitable et efficace.

Cette relation tendue sur ce site entre ces acteurs communautaires et un nombre important de PDI semble entraîner des conséquences sur l'accès des communautés aux services humanitaires. Les perceptions de mauvaises intentions, d'incompétence, et de fraude dans la gestion des distributions soulignent **un manque de transparence dans le processus de gestion de distribution**. Certains IC ont aussi noté que le manque de communication sur les critères de sélection de la part des acteurs humanitaires alimente la mauvaise compréhension des PDI. La perception que les acteurs communautaires gèrent mal les distributions et permettent aux personnes vivant hors site d'en bénéficier, possiblement par manque de capacité, exacerbe ces frustrations. **Ces perceptions reflètent un défi systémique lié à la coordination et aux capacités limitées pour répondre aux besoins de gestion de site de manière inclusive et transparente.**

Malgré ces tensions, certains PDI adoptent une perspective plus nuancée, reconnaissant que ces acteurs communautaires font de leur mieux dans un contexte de capacités et de ressources limitées. Il a aussi été noté que leur rôle puisse être essentiel pour maintenir des relations avec la communauté hôte, présumablement en partie en les permettant de bénéficier des distributions, ce qui contribue indirectement à l'acceptation des PDI sur les sites. **Ils sont donc identifiés par les IC comme acteurs représentatifs des PDI important dans la coordination et gestion des sites.**

Cependant, **la vulnérabilité des PDI face à l'exploitation** de la part de ces acteurs reste une préoccupation soulevée par certains IC, mettant en avant les risques de déséquilibres de pouvoir. Ces dynamiques soulignent la nécessité d'un renforcement des mécanismes de transparence et de responsabilisation, non seulement pour améliorer la gestion des sites, mais aussi pour restaurer la confiance et réduire les tensions au sein des populations déplacés en sites, et souligne également l'importance de bien choisir et de bien renforcer les capacités de ces acteurs communautaires.

Manque de volonté d'utiliser les mécanismes de gestion de plainte

Bien que certains PDI connaissent des mécanismes de plaintes comme la ligne verte ou les agents de la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), il semble y avoir un manque de confiance dans les acteurs communautaires de gestion du site en tant que gestionnaire fiable pour les plaintes. **Ainsi, presque tous les PDI ont exprimé qu'ils ne préfèrent rien faire, parfois par crainte de représailles.**

La plupart des IC ont pu citer plus de mécanismes de plaintes que les PDI, surtout la ligne verte comme canaux de consultations. Les IC qui se chargent des distributions ont mentionné mettre en place des enquêtes de ciblage aussi pour consulter les PDI et leurs situations. Une grande partie des IC ont rapporté l'opinion que **la consultation des populations affectées se fait surtout par des interactions avec des agents de terrain** qui ont les capacités de bien écouter les perspectives différentes des plaignants lors des conflits et de traiter les plaintes sensibles. Cependant, un IC a soulevé le risque des plaintes pas fiables ou de mauvaise foi. **Le contraste entre les efforts mis en place par les IC et la non-volonté des PDI de porter plainte démontre un écart important entre les acteurs et les populations affectées.**

Par rapport à l'implication des populations affectées dans la prise des décisions, très peu des PDI l'ont identifié comme un point d'amélioration. Cependant, parmi ceux qui le priorisent, ils ont parlé du besoin de plus de consultations faites par des acteurs ONG et l'inclusivité envers des personnes vulnérables. Les IC ont aussi identifié **un besoin d'augmentation de consultations avec les PDI.**

«Ma vie est beaucoup plus importante qu'un sac de riz, ma vie est beaucoup plus importante qu'un kit. Donc je choisis de laisser ça partir. Si cela est à moi okay mais sinon tant pis...»

PDI Personne en situation d'handicap

SOLUTIONS À LONG-TERME

Perspectives sur les efforts de relocalisation existants

Presque tous les IC privilégient le **départ du site ou la relocalisation** comme solution durable avec des avis différents sur la manière de l'achever. L'assistance monétaire en location et l'aide pour créer des activités génératrices de revenus étaient proposées comme solutions qui permettraient aux PDI de se soutenir à long-terme.

Malgré le risque de relocalisation forcée présumée, une moitié des PDI et notamment les nouveaux arrivants ont **exprimé le bonheur à la possibilité d'être relocalisée**, vu les conditions insalubres du site actuel. D'autres perceptions souvent exprimées par rapport à la relocalisation potentielle incluent la reconnaissance de la nécessité de libérer l'école pour les étudiants **mais aussi la résignation liée au manque d'options s'ils doivent partir du site**. Certains PDI ont énoncé les conditions par lesquelles ils aimeraient quitter les sites, comme les consultations préalables, un soutien pour des solutions durables, et notamment une assurance de ne pas juste être déplacé encore une fois vers d'autres sites aux conditions similaires. La confiance envers les acteurs humanitaires pour mener la relocalisation est divisée.

Bien que l'action à prendre en cas de relocalisation assistée soit le départ du site, une petite partie des PDI enquêtés ont aussi mentionné qu'ils voudraient investir l'assistance qu'ils reçoivent dans des moyens de subsistance, à savoir du commerce, pour pouvoir se soutenir seuls.

Bien qu'un risque de relocalisation, forcée ou assistée, existe depuis un certain temps afin de pouvoir libérer les écoles, les plans de relocalisation se font souvent retardés. La plupart des IC partagent le point de vue que les efforts de relocalisation venant de l'État ne se **concrétiseront pas**, faute de préparation et de corruption.

«Si elle me relocalise en me mettant dans un autre site, c'est laver les mains et les essuyer par terre. C'est comme si on n'a rien fait.»

PDI Nouveau arrivant

La relocalisation en tant que solution durable, sécurité permettant

Par rapport aux **intentions de déplacement**, les réponses recueillies restent variées. Certains PDI ont exprimé l'envie d'aller en province, ces PDI étant ceux qui ont dit avoir de la famille ou des amis en province. Pour ces PDI, la difficulté de réaliser cette envie était surtout le manque d'argent pour le faire, ainsi que le blocage des routes. Inversement, d'autres PDI ont exprimé qu'ils ne pourraient pas aller en province en raison de manque de connections ; ces PDI ont dit préférer rester à Port-au-Prince car c'est l'environnement qu'ils connaissent. De ceux-là, certains ont dit qu'ils préféreraient retourner chez eux si la sécurité le permettait, tandis que d'autres envisageraient s'installer dans une autre zone plus sécurisée. Les facteurs décourageant certains de trouver une nouvelle zone dans la ZMPAP incluent le risque de discrimination de la part de la population locale envers les nouveaux arrivants et les conséquences potentielles de ces tensions. En général, les facteurs communs empêchant les PDI de suivre ces intentions se réfèrent surtout au manque de moyens financiers et à la peur de l'insécurité en sortant du site.

Toutes les préférences de relocalisation ont été exprimées comme **dépendantes des facteurs de sécurité**. En effet, la restauration de la sécurité a été un thème souvent mentionné comme **la base de toutes solutions durables**.

«Si je vais dans une zone où je ne connais personne, il y aura automatiquement une enquête sur moi ; d'ailleurs c'est comme ça que Canapé-Vert fonctionne. Moi je sais que je suis clean, mais les autres non même lorsque c'est le cas pour moi n'oublie pas qu'il y a des types qui ne le sont pas.»

PDI Personne en situation d'handicap

«La question de viol se fait très fréquemment, surtout à l'époque où les bandits avaient envahis nos quartiers et qu'on courrait. Surtout les gens qui étaient retournés après, pour faire un constat de l'état de leur maison, si la maison est pillée, brulée ou non, à ce moment, certaines personnes tombaient sur eux à l'intérieur de la maison ou alors ils faisaient irruption dans la maison et c'est là qu'ils passaient à l'acte de viol. Mais dans le site, j'en ai entendu parler que ces actions-là se font, mais moi personnellement je ne suis pas encore témoin de cela.»

PDI Femme cheffe de ménage

Solutions long-terme liées aux moyens de subsistance et le logement

Les solutions à long-terme évoquées par les PDI incluent principalement des moyens de subsistance mais aussi des moyens financiers pour sécuriser un logement durable, préférablement un qui peut durer plus qu'un an. Bien qu'une minorité de PDI enquêtés ont affirmé être formés professionnellement, une majorité des répondants et notamment les PDI femmes ont dit être des commerçants – d'où le besoin exprimé d'une assistance financière afin de pouvoir commencer ou recommencer leurs commerces et retrouver leur indépendance. Les IC ont aussi évoqué l'appui à la création de moyens de subsistance comme étant une solution potentielle. Les critiques sur les efforts existants venant des ONG humanitaires pour donner de l'assistance pour le logement font souvent référence à la difficulté de trouver un logement qui ne dépasse pas le seuil monétaire donné en vue des prix élevés des loyers.

Parmi la minorité qui arrivent à équilibrer les solutions à court-terme contre celles à long-terme, il y a une semblance de résignation aux manques de moyens pour réaliser les ambitions à long-terme, en exprimant leur gratitude envers toutes les solutions qu'il puisse avoir. L'assistance humanitaire pour le court-terme a donc aussi été mentionnée comme aidant.

APERÇU MÉTHODOLOGIQUE

Des entretiens individuels semi-structurés avec les personnes déplacées internes (12) ont été réalisés avec des groupes de population pré-identifiés comme vulnérables.

Les groupes de population suivants ont été identifiés :

- Femmes cheffes de ménage ;
- Personnes âgées ;
- Personnes en situation de handicap ;
- Nouveaux arrivants sur les sites ;

Bien que 4 personnes de chaque catégorie aient été sélectionnées pour les entretiens, certains répondants correspondaient à deux types de profils différents, et ont été analysés en tant que tels. La sélection des répondants a été réalisée avec une approche d'échantillonnage par choix à travers l'acteur humanitaire gérant le site.

5 entretiens avec des informateurs clés ont également été conduits avec des acteurs impliqués dans la réponse humanitaire dans les sites, notamment:

- des représentants d'institutions publiques gouvernementales
- des leaders communautaires PDI
- des acteurs humanitaires des ONG locales et internationales

La sélection des informateurs clés a été réalisée à travers une approche d'échantillonnage par choix.

Cette étude est une étude indicative.

En collaboration avec:



Financée par:



Humanitarian Aid
and Civil Protection

Avec le soutien opérationnel de:



NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ OIM, DTM: Situation de Déplacement en Haïti (Round 8), Septembre 2024

² Ibid.

³ OIM, DTM: Situation de Déplacement en Haïti (Round 7), Juin 2024

A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info